



HAL
open science

**”LR c’est plan plan aujourd’hui, il faut autre chose.”
Une avant-garde bourgeoise de gauche ?**

Barrault-Stella Lorenzo

► **To cite this version:**

Barrault-Stella Lorenzo. ”LR c’est plan plan aujourd’hui, il faut autre chose.” Une avant-garde bourgeoise de gauche ?. Eric Agrikoliansky; Philippe Aldrin; Sandrine Lévêque. Voter par temps de crise, PUF, pp.79-97, 2021, 978-2-13-083025-2. halshs-03502273

HAL Id: halshs-03502273

<https://shs.hal.science/halshs-03502273>

Submitted on 24 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**« LR c'est plan plan aujourd'hui, il faut autre chose. »
Une avant-garde bourgeoise de gauche ?**

Simon 41 ans, avocat d'affaires

« Ce n'est pas que je suis de gauche, Dieu m'en garde (rires)... C'est plutôt que je trouve la politique tellement déconnectée, tellement en retard sur tout, qu'un gars comme Macron qui n'a pas fait que ça, qui connaît plusieurs mondes... Il file un coup de vieux à tous les autres. Et en même temps il est de gauche au départ, c'est intéressant, une gauche moderne, internationale, pas naïve économiquement à vouloir mettre l'Etat partout. Non, je veux dire dans l'ouverture, l'innovation dans l'économie libérale, sur les homos, la culture, le social, avec un brin de folie même, ça fait bouger les lignes. Toute proportion gardée, ça me rappelle un peu quand on a ouvert le cabinet. On n'était que deux et demi en fait à l'époque (...) on a pris notre risque. Et on a bossé, bossé, sur un créneau qu'on nous avait dit « saturé »... Avant de faire des « fusac » [fusions-acquisitions] d'ampleur, on a géré un paquet de dossiers de merde. Il n'y pas d'autres mots désolé. Des banqueroutes, des licenciements foireux en PME. Mais on avait de l'envie. On y croyait. Et puis ça a décollé, assez vite même en fait, on a fait notre petit nom sur la place parisienne, on a connecté les bonnes personnes et le cabinet a grandi. Mais à aucun moment on ne s'est contenté de faire ce qui marchait par le passé (...) Dans tous les domaines c'est pareil. Celui ou celle qui ne fait que réchauffer ses vieux petits plats, un jour ou l'autre, plus personne ne le suit. C'est dur de vieillir, pour un avocat, un chef d'entreprise, même un peintre ! Et c'est un peu pareil en politique, avec Macron là. Je ne fais pas de jeunisme, c'est plutôt que si c'est ça la gauche, que ça dépoussière la droite pour laquelle je votais le plus souvent, c'est bien. Alors peut-être faut-il envisager être de gauche si c'est moins ringard (sourire). Je suis pragmatique voilà tout et au final droite/gauche ou autres, qu'on appelle ça comme on veut, tant que ça ne fout pas tout par terre et qu'on avance, on sera d'accord ».

Simon, 41 ans, avocat d'affaires, Paris, septembre 2017.

Vendredi 18 novembre 2016, 9h03 à l'accueil d'un club de squash parisien, Simon, 41 ans, se présente. Jeff, le patron, le reconnaît immédiatement : « Simon, voilà le Monsieur dont je t'ai parlé, Lorenzo. Il habite le quartier, un peu plus bas [...]. Je pense que vous pouvez avoir un niveau proche et que cela peut être intéressant ». C'est à cette occasion, que j'avais provoquée (en ciblant cet établissement sportif de la bourgeoisie), que je rencontre Simon pour la première fois. A l'issue de la partie, l'avocat à son compte m'offre un café rapide au club. Nous nous sommes par la suite revus à plusieurs reprises pour jouer au squash au cours de l'année 2017 et c'est parallèlement à ces échanges sportifs que Simon a accepté de réaliser cinq entretiens (en décembre 2016, avril 2017, juin 2017, septembre 2017 et octobre 2020) : « C'est la course comme toujours mais c'est intéressant ton étude sur l'actualité. Ça change et puis on se rend service entre aficionados de squash » glisse-t-il en marge d'une partie.

« L'argent n'a jamais été un problème dans la famille ».

Une bourgeoisie économique traditionnelle.

Simon est issu d'une famille bourgeoise traditionnelle de la région Bordelaise. Son père était propriétaire d'une petite entreprise d'import/export de produits de luxe, sa mère au foyer, diplômée de littérature, n'a jamais travaillé. Tout le monde est protestant dans la famille et ils vont régulièrement au temple, encore aujourd'hui. Simon est le deuxième d'une fratrie de cinq : sa sœur aînée est décédée accidentellement à son adolescence, ses deux frères cadets sont devenus banquier à Londres pour l'un, entrepreneur dans le domaine de la gestion immobilière pour l'autre ; sa petite sœur est quant à elle juriste en assurance dans l'Ouest parisien. Lui vit à Paris depuis ses études réalisées durant lesquelles il était logé dans l'un des appartements de son père. Titulaire d'un DESS de droit commercial de l'Université Paris 2, il dispose aussi du diplôme d'avocat obtenu au barreau de Paris. La famille a un patrimoine de plusieurs millions d'euros. Simon est avocat libéral spécialisé en droit commercial et immobilier. Il a ouvert son cabinet dans le 17^{ème} arrondissement de Paris avec « deux copains d'Assas » en 2004, où ils ne pratiquent que le droit privé, essentiellement du droit des entreprises. Son activité professionnelle est très chronophage, elle s'est beaucoup étendue et le cabinet compte actuellement « une dizaine de collaborateurs », des avocats salariés. Simon fait état de revenus très variables, « contrairement aux charges », oscillant de 20 000/25 000 euros certains mois à seulement 4 000/5 000 euros d'autres. Sa femme est également avocate.

Jusqu'en juillet 2016, le couple vivait à Montmartre à Paris mais il a cette année-là vendu son appartement de 100 mètres carrés et a déménagé dans le 17^{ème} arrondissement, « à deux minutes à pied » de son cabinet, « pour prendre un peu de champ et agrandir le plancher » (130 mètres carrés). Simon est également propriétaire d'une villa avec piscine dans l'arrière-pays cannois qu'il estime à « même pas un million, un peu moins ». Il a encore un crédit pour ses biens immobiliers : « pas très cher, un peu plus de 2000 euros par mois, c'était juste la rallonge pour le nouvel appartement et je préférais garder un peu de liquidités ». Comme le raconte Simon, « l'argent n'a jamais été problème dans la famille ». Au regard de son statut professionnel d'avocat libéral, de son milieu d'origine bourgeoise et de ses ressources économiques, tout semblait disposer Simon à voter à droite lors de la présidentielle 2017 « comme d'habitude ». Seulement voilà, au printemps 2017, Simon a voté pour E. Macron, cet « homme de gauche », dès le premier tour de la présidentielle, au second, et pour des candidats de son parti LREM lors des deux tours des législatives de juin. Est-ce à dire que la nouvelle offre électorale l'a converti et que, finalement, son passé politique comme ses appartenances socio-professionnelles ne comptent pas ou plus ? Quelques éléments sur sa trajectoire et ses divers ancrages comme leur actualisation lors des élections de 2017 permettent de mieux comprendre.

« J'ai toujours été de droite »

Une orientation à droite et des ancrages politiques pas si homogènes

Lors de notre second entretien en avril 2017, Simon se remémore son premier vote, lors de l'élection présidentielle de 1995 : « Je m'en souviens comme si c'était hier. On était à 200% pour Jacques Chirac à la maison. Mon père ne pouvait pas voir Balladur et lorsque Chirac est passé au 2^{ème} tour on n'y croyait pas. Mon père il jubilait. On savait qu'on aller

gagner. La gauche n'était vraiment pas crédible, comme souvent tu me diras mais là plus particulièrement... Un grand moment dans la famille devant le poste, mes deux frères cadets et ma mère écoutaient sans rien dire. Mon père et moi on était juste heureux ». A l'instar de son père, de sa mère et de ses deux frères, Simon a toujours voté à droite, plus particulièrement « pour le RPR, devenu UMP... LR comme ils se nomment aujourd'hui ». Il a voté Sarkozy aux deux tours de la présidentielle de 2012, les listes UMP aux municipales parisiennes de 2014. Plus généralement, Simon se dit intéressé par la politique « depuis toujours », indépendamment de la conjoncture électorale de 2017. Il fait preuve de connaissances élevées et d'un sentiment de compétence politique fort. Il s'informe régulièrement par Internet, déclare lire quotidiennement le *Figaro*, voire parfois *Le Monde*, auxquels son cabinet est abonné. S'il n'est pas militant et n'a pas d'amis membres d'organisations politiques, il raconte combien plusieurs de ses amis étaient dans des mouvements étudiants de droite à l'Université Paris 2.

La socialisation professionnelle de Simon va dans le même sens sur le plan politique. S'il explique rarement discuter des élections au cabinet, il connaît par contre bien les préférences électorales de ses deux associés qui sont des amis de longue date : « On partage pas mal de choses dans nos visions de la société. On se connaît depuis longtemps et il n'y pas de surprise. On est clairement des libéraux sur le plan économique. On sait les contraintes d'être employeur, le poids de la fiscalité. Jacques [l'un des deux] est un peu plus tradi, il pense que les aides sociales sont réservées aux immigrés, des choses comme cela. Moi là-dessus j'ai toujours été un peu gêné. Je n'en sais rien en fait et je m'en fous un peu, je pense quand même qu'il exagère. Je vois surtout ce que la Sécurité sociale et la CAF coutent à l'Etat. La dette publique qui croît depuis 30 ans. Le PIB qui stagne. Et je ne pense pas que ça ne vienne que des politiques d'aides sociales, même si ça compte ». Lorsqu'il décrit ses relations de travail, il établit une nette différence entre « eux », ses associés et amis, les propriétaires du cabinet, et « les collab » qui seraient clairement des subalternes sous estimant les contraintes des chefs d'entreprise. Il évoque à peine les secrétaires qui sont « sympas » et savent « garder leur place, c'est ce qu'on leur demande ». Il raconte aussi combien le nombre de collaborateurs doit dépendre la conjoncture, « de ce qui rentre ». Il s'appuie sur des anecdotes de conflits avec d'anciens collaborateurs « virés » pour justifier plus de flexibilité dans le droit au travail, voire l'appétence qu'auraient les employés pour « la fainéantise » dans le travail « dès que le patron a le dos tourné ». Ses activités professionnelles sont porteuses de visions du monde pro-entreprise, pro business, et congruentes avec celles d'élites dirigeantes, le conduisant à épouser des perspectives économiquement libérales.

En dépit d'orientation clairement à droite en lien avec ses socialisations familiales et professionnelles, on peut repérer dans la trajectoire et les sociabilités de Simon d'autres éléments plus dissonants politiquement. A commencer par sa femme, Julie, 40 ans en 2017, rencontrée au cours de leurs études de droit. Issue d'une famille de la bourgeoisie parisienne, « la gauche caviar des pseudos intellos » comme les nomme Simon, Julie est fille d'un romancier à succès et d'une professeure de français agrégée qui se déclarent socialistes. Egalement avocate et diplômée de l'Université de Paris Assas, elle travaille à 3/4 temps dans un cabinet de droit des étrangers dans le 10^{ème} arrondissement : « ça lui plait, c'est surtout pour ça. On ne pourrait pas vraiment vivre de ses activités mais elle a toujours été très sociale ». Car Julie ne gagne d'après lui « que » 2500/3000 euros, avec de « petits horaires »

et c'est elle qui prend en charge l'essentiel de l'éducation de leurs deux enfants, de 6 et 9 ans, scolarisés par ailleurs dans des établissements privés. Julie aurait selon lui « un côté artiste vraiment plaisant, pleine de vie, de générosité, un peu fleur bleue, naïf, mais vraiment ouvert et humain » : « elle est de gauche comme sa famille, social-démocrate quoi. Des chrétiens de gauche, humanistes ». Et Julie vote pour les candidats du PS à toutes les élections ou presque, entre autres pour F. Hollande en 2012 (là où Simon avait voté pour N. Sarkozy, UMP) et A. Hidalgo en 2014 (lui N. Koscuisko Morizet, UMP). Mais l'avocat précise : « en fait c'est drôle, avec Julie à chaque fois on était d'accord sur presque tout, la vision économique, le libéralisme, même sur les sujets de sociétés et mœurs, la culture, le mariage homo, les attentats, même la sécurité du coup... sauf qu'au final on ne votait pas la même chose, par habitude, par symbole, pour se chamailler aussi un peu sans doute ». De même, si ses amis dans la sphère professionnelle s'orientent clairement à droite politiquement, quelques autres, par exemple dans son ancien quartier, se montrent politiquement dissonants, à l'instar de José, un voisin peintre devenu ami en couple avec un enseignant en mathématiques en classe préparatoire dans un prestigieux lycée parisien. Il aurait par exemple régulièrement des discussions politiques avec ce couple d'amis « fans de Hollande » : « de vrais bobos de gauche mais ils sont convaincants ! Quand on prend le temps de les écouter en tout cas. On est vraiment très copains, et pas d'abord pour des raisons politiques ». Simon raconte néanmoins soigneusement éviter de fréquenter certains amis de sa femme, « avocats gauchistes qui font mine de sauver le monde et font leur beurre sur le dos de la misère humaine sans le dire », qu'il sait être de gauche (la plupart voteront Hamon au premier tour de 2017) et pour certains pro-Mélenchon : « c'est sympa Mélenchon, il me gêne pas, il est dans son rôle. Bon après, ce n'est pas très sérieux mais il occupe un créneau facile ». Dans le cadre familial, sa sœur est aussi remariée avec un professeur d'histoire en collègue syndiqué à gauche et « très cool », avec qui il dit parler politique occasionnellement, notamment lors « des repas de familles longs et ennuyeux comme on a en chaque année chez mes parents ». Dès lors que l'on prend le temps d'approfondir les échanges pour observer, au-delà de la seule position professionnelle, du niveau de revenus et de patrimoine, les différents milieux sociaux que côtoie Simon, on se rend compte que, s'il se dit de droite à plusieurs reprises, sa socialisation politique est loin d'être homogène : plusieurs de ses proches (sa compagne, des amis communs), avec qui les relations sont suffisamment intenses pour impliquer – parfois – des échanges proprement politiques, se positionnent à gauche et « votent socialistes » depuis de nombreuses années. Faut-il voir dans ses choix électoraux de 2017 une simple « influence » de certains de ses proches ? Sans doute serait-ce aller un peu vite et négliger une part de ce qui se joue en situation, face à l'offre politique de 2017 tel qu'il se l'approprie.

« Cette droite me fatigue, c'est ringard »

Le moment électoral de 2017 pour Simon, mignonne allons voir si la rose...

Car les goûts politiques des citoyens ne produisent jamais mécaniquement des votes. La conversion, toujours éventuelle, de préférences politiques en pratiques de vote est nécessairement dépendante du « contexte » ou, mieux, de la manière dont chaque individu va percevoir l'état de l'offre politique. Une très large majorité de citoyens, comme Simon, n'étant pas directement impliqués dans les affaires politiques, cette perception implique diverses médiations et peut d'ailleurs, dans certains cas, être à mille lieux des rapports de

force politiques réels. Pour Simon comme pour d'autres électeurs régulièrement attentifs à la politique, les élections de 2017 et la campagne changent peu de chose du point de vue de leur suivi de l'actualité. Simon écoute *France Inter* chaque matin, consulte *Le Figaro* chaque jour et s'informe très régulièrement sur Internet. Comme il l'explique en avril 2017 peu avant le 1^{er} tour de la présidentielle, le contexte électoral de 2017 n'amende guère ses pratiques médiatiques : « L'élection présidentielle c'est intéressant, mais ça ne change pas grand-chose me concernant. Mon temps disponible est limité, je suis en ce moment ce qui se passe dans le monde comme à d'autres moments. Je fais en sorte de rester informé (...) Je regarde un peu ce qui se passe pendant la campagne, mais pas plus que d'autres choses. Les élections américaines à l'automne j'avais suivi aussi, ni plus, ni moins ».

En novembre 2016, Simon participe aux primaires de la droite comme il le raconte en décembre de la même année : « C'était mon camp et pour une fois qu'on nous demandait notre avis sur le candidat, la démarche m'a plu (...) Je n'étais pas vraiment convaincu par Sarkozy, je ne voulais pas remettre une pièce. Fillon, franchement pour moi c'est un peu vieillot, rigide, conservateur quoi. Sans trop y croire, j'avais une nette préférence pour Juppé. Ok, il a été premier ministre dans les années 1990 donc ça faisait un peu remake. Mais c'était tellement loin qu'on avait l'impression qu'il pouvait avoir évolué. Quand on voit ce qu'il a fait à Bordeaux, pas si mal. C'était une petite ville dormante de la bourgeoisie provinciale, un peu lente et déconnectée... Et là depuis une dizaine d'années, il y a vraiment du mieux, c'est plus ouvert sur l'international, l'économie locale s'est diversifiée. Ils ont refait des trucs. Bref, je me disais que Juppé était de loin le mieux des trois. Je ne parle même pas des autres, inexistantes... ». Mais l'issue du primaire de la droite ne l'enthousiasme guère et il aborde la séquence électorale tout en considérant que « Fillon est très vieille France » et « trop catholique coincé ».

Lors de notre second entretien début avril 2017, Simon a déjà commenté « l'affaire Fillon » lors de discussions informelles en marge d'une de nos parties de squash. Il se dit « atterré » et « choqué ». Lors de l'entretien, il insiste longuement sur les flottements moraux du candidat Fillon : « on peut tous être limite dans nos boulots, mais lui à sa position tu ne fais pas de telles mesquineries franchement, comme s'il en avait besoin... C'est trop gros et du coup un peu vulgaire même ». A aucun moment il n'estime qu'il pourrait s'agir d'un « coup monté » ou d'une fake news, dès le départ il estime que Fillon « n'est pas le bon candidat pour la droite » comme si l'événement venait confirmer son manque d'enthousiasme. Mais au-delà du candidat lui-même, ce qui transparait dès avant le 1^{er} tour de la présidentielle de 2017, c'est son sentiment que « la droite classique » serait désormais « dépassée », « trop franchouillarde ». Selon lui, le casting de la primaire en serait une illustration (« le retour des uns et des autres, même Juppé quand on y pense »), l'affaire Fillon une autre (« ce sont des comportements d'un autre temps, les gars n'ont rien compris, un demi-siècle est passé et ils n'ont rien vu »). « Cette droite me fatigue, c'est ringard » explicite-t-il, rappelant la menace du Front national pour lequel il a « une aversion froide et réfléchie » tant il se dit « libéral » économiquement et culturellement. Il raconte également une discussion avec sa femme la veille de l'entretien, estimant avec elle que la situation était la même au Parti Socialiste pour lequel elle vote habituellement, « avec leur Benoit Hamon » et son idée de revenu universel, « payer les gens à ne pas bosser, retour vers le passé non merci ». Aussi, à une quinzaine de jours du premier tour de la présidentielle de 2017, Simon explique hésiter entre F. Fillon, le

candidat de sa « famille politique historique », et E. Macron, « de gauche certes puisqu'il été ministre d'Hollande même s'il s'en défend », qu'il juge « décomplexé » (par exemple en matière social et éducative avec l'idée de 12 enfants par classes en REP qu'il juge bonne) et « dynamique sur le plan économique ». Sondages à l'appui, il estime en outre que F. Fillon « ne peut pas gagner » désormais.

Le 23 avril comme le 7 mai, Simon dépose des bulletins de vote E. Macron dans l'urne. Il fera de même aux deux tours du mois de juin, en soutenant des candidats LREM. Il précise cependant lors de l'entretien du mois de juin 2017 : « si on n'avait pas déménagé, j'aurais sans doute voté Bournazel (LR) car lui il est bien, on le croisait souvent à Montmartre et il n'habitait pas loin. C'est un des rares jeunes républicains qui me semble bien, dynamique, plein d'idée, sans tabou, moderne. Il est homosexuel et il l'assume. J'aime bien son style et c'est marrant mais José, mon grand copain de gauche, l'apprécie aussi même s'il vote socialiste. Il a voté pour lui d'ailleurs ». Tenant à se justifier d'avoir voté « à gauche » lors de la présidentielle, Simon explique que Macron et son parti constituent « une solution conjoncturelle pour moderniser la droite et ringardiser la gauche ». Il dit avoir, juste avant le 1^{er} tour, épluché de près les professions de foi des principaux candidats pour se « conforter » dans son idée que Macron était le mieux placé, jouant ainsi les « bons citoyens ». Lorsque je l'interroge sur le vote de sa compagne, il insiste avant tout sur le fait qu'elle ne l'a pas influencé, « elle n'a même pas essayé, elle me connaît », mais qu'ils ont convergé « naturellement. » Car elle aussi, électrice socialiste fidèle depuis de nombreuses années, a soutenu E. Macron et En Marche lors des quatre scrutins de 2017. Comme si finalement E. Macron avait constitué en 2017 une solution intraconjugale acceptable en politique en donnant l'occasion aux deux protagonistes de converger politiquement « même si on n'est pas d'accord sur tout ». Il raconte combien ses deux amis associés au cabinet l'ont « chambré » d'avoir voté Macron, « même s'ils s'en foutent un peu », mais aussi combien l'un d'eux s'est abstenu au second tour car Macron serait trop à gauche, ce qu'il juge « un peu irresponsable » vue la présence du FN. Mais ce qu'il vit et décrit alors comme un petit glissement politique conjoncturel va peu à peu prendre de l'importance.

« Un banquier de gauche avec une politique libérale décomplexée, ça me va bien ! »

Une conversion politique incertaine et distinctive

A l'occasion de l'entretien que Simon m'accorde en septembre 2017, les élections semblent beaucoup plus lointaines. Il suit toujours l'actualité avec intérêt comme avant la présidentielle, il observe notamment « la préparation des premières réformes économiques du quinquennat ». Il commente avec un sourire malicieux la nomination d'Edouard Philippe, « un bon maire de droite, qui est surtout un bon gestionnaire » : « Le président de gauche qui nomme un premier ministre de droite, ça décape, on innove, on tente des trucs, ça me plaît ». La loi intitulée « pour la confiance dans la vie politique » vient d'être adoptée peu avant l'entretien et Simon y voit le signe d'un « renouveau symbolique intéressant ». Mais l'avocat ne cherche plus à « justifier » ses votes Macron et ce qu'il appelait auparavant son « infidélité » à la droite, comme si la séquence avait changé et que parler politique, en entretien comme avec ses proches, avait désormais pour enjeu de juger sur pièces les actes de la nouvelle équipe présidentielle qu'il apprécie positivement. C'est en matière économique, patrimoniale et de dépenses publiques que les attentes sont fortes : « Il y a de quoi faire. Il y a

le projet sur l'ISF, ils vont le refondre apparemment, à voir. On va voir surtout si la croissance revient, s'il va oser ouvrir le chantier de la sécu, des retraites, de la réduction du déficit. Pour l'instant, ils me font plutôt bonne impression mais on verra, c'est comme ça en politique ». Interrogé à ce sujet, il décrit ses votes du printemps comme « de raison », « pour que la France avance », « visant à renouveler les manières de faire de la politique et sortir du dogmatisme partisan franchouillard » : « à refaire, je revote pour lui. Pour l'avenir, on verra ce qu'il fait ». Mais au-delà de ces avis, étayés par ses consommations médiatiques toujours aussi régulières et mobilisées pour opiner en entretien, l'effervescence politique est clairement retombée. Simon est moins loquace sur les sujets politiques, il apparaît plus préoccupé par ses affaires. Il a « d'énormes dossiers à boucler » pour la fin d'année et fait état pour la première fois, au sujet de l'un d'eux, de tensions avec l'un de ses associés. Il raconte d'ailleurs ne presque plus parler politique ces dernières semaines. Il conclut néanmoins l'entretien en précisant : « maintenant, je ne suis plus vraiment de droite, je suis un libéral pragmatique. LR c'est planplan aujourd'hui, il faut autre chose, là on teste Macron, il reste ce qu'il reste. Puis sans doute qu'il y en aura un autre ».

Trois années ont passées lorsque nous nous revoyons au début de l'automne 2020. Les parties de squash sont loin (Simon a arrêté suite à un problème de santé), la présidentielle de 2017 également. Mais, à ma grande surprise, Simon a accepté très vite de me revoir et de revenir sur sa perception de la politique comme s'il était heureux d'en « reparler avec [moi] », de « revenir sur certains changements » pour reprendre ses termes. Car Simon se dit désormais frontalement « ni de gauche, ni de droite » et soutient globalement la politique menée par E. Macron : « Un banquier de gauche avec une politique libérale décomplexée, ça me va bien ! ». Il passe en revue quelques réformes politiques appréciées et selon lui marquantes des dernières années (la réforme de la SNCF par exemple, le prélèvement à la source) : « le projet sur les retraites était très bien. Et puis il y a eu la crise sanitaire donc je comprends bien qu'il fallait faire une pause...même si je crains que cela attende la présidentielle de 2022 du coup ». Il a voté pour la liste En marche, dont il a oublié le nom de la tête de liste, aux élections européennes de mai 2019. Il se remémore, lorsque je l'interroge sur la question, « les performances de Macron lors du Grand débat » : « le type était impressionnant, il avait bossé, il connaissait ses sujets. Son management direct, en premier personne face aux Gilets jaunes là, je dis chapeau. Le style du président me plaît assurément. Il est sûr de lui mais c'est ce qu'il faut pour diriger ». Il salue aussi la gestion de la crise du Covid par E. Macron entre mars et septembre 2020 : « Très pro franchement, ils ont fait ce qu'ils ont pu dans un contexte très incertain et très polémique. Philippe a servi de soupape avant l'été, bon, mais il n'y avait pas le choix symboliquement ». Lui a passé l'essentiel du confinement de printemps dans sa maison de l'arrière-pays cannois en télétravail, avec sa famille « en conf-call tous les jours mais au calme ». Le cabinet se porte bien et a poursuivi sur sa lancée depuis 2017 « malgré le contexte morose pour tout le monde des derniers mois ».

Si Simon se déclare avec insistance séduit par la posture d'E. Macron, il a voté pour Rachida Dati, la candidate LR, lors des élections municipales de mars 2020. Il raconte cependant : « j'aurais vraiment pu voter Hidalgo comme ma femme, elle l'aime beaucoup. Moi je la trouve pas mal aussi c'est vrai, mieux qu'avant assurément. J'aime juste quand ça change un peu et Dati a l'avantage de la diversité. C'est une femme arabe, jeune, avec

quelques idées, pas transcendantes non plus mais on sent qu'elle aime Paris ». Selon lui, En marche a « clairement merdé sur le casting ce coup-là. Entre l'amateur qui mets sa bite sur Internet et la cruche de service que Macron ne savait pas où mettre pour la virer du Ministère de la Santé avant la crise ». Il n'était donc pas question de voter pour ce parti malgré l'engouement que suscite chez lui le président. Il n'a d'ailleurs pas voté au deuxième tour, absent de Paris à l'occasion de l'un des nombreux allers-retours qu'il a fait dans sa résidence secondaire à cette période. Mais ce scrutin municipal ne lui suggère que peu d'intérêt : « Paris c'est sympa, agréable à vivre. Une ville de gauche, bohème, ça me plaît. Cela ne va pas plus loin, rien de transcendant dans ces petits enjeux de voisinage ». D'ailleurs, il m'informe à ce moment précis de l'entretien que depuis décembre 2019, « on est revenu dans le 18^{ème} », sur les sommets de Montmartre. Un « soulagement » dit-il après trois ans dans le 17^{ème} arrondissement de Paris, quartier qu'il décrit comme « sympa pour travailler » (son cabinet y est installé de longue date), mais trop « coincé ». Il établit lui-même un lien entre son parcours résidentiel et ses préférences politiques : « le 17^{ème} c'est bon pour les affaires mais on s'y fait un peu chier, ça manque de charme, trop calme, pas assez de folie... je dirais un peu trop classique finalement, tu sais ce que tu vas trouver et il n'y aura jamais de surprise. Un peu comme les Républicains en fait ! (rires) ». Outre ces évolutions sur le plan résidentiel, sa relative conversion politique à E. Macron est articulée à quelques nouveautés sur le plan des sociabilités. S'il semble désormais en tension avec l'un de ses associés (clairement de droite et qu'il juge « trop conservateur » à divers points de vue, notamment professionnels mais aussi politiques), il fréquente désormais certains amis de sa femme de la sphère professionnelle, avocats en droit des étrangers, qu'ils jugeaient auparavant « gauchistes » et « assez obtus » : « on n'est toujours pas d'accord mais ils sont intéressants quand même ! Même Salvatore, le franco-italien qui adore Mélenchon ». De manière générale, lorsqu'il en parle, son couple apparaît renforcé par rapport aux précédents entretiens et tout se passe comme si l'une des implications de cette socialisation conjugale actualisée relevait d'un rapprochement des perspectives politiques : « aujourd'hui c'est avec ma femme que je parle le plus souvent de politique et on a moins de désaccord. Chacun a mis de l'eau dans son vin, la droite, la gauche... bon... ce n'est pas désagréable et je pense que l'on a avancé tous les deux ». Comme si, en complément des bouleversements de l'offre politique et des réformes libérales portées par E. Macron auxquelles il croit, l'une des conditions de possibilité de sa relative conversion politique résidait dans l'état de sa relation matrimoniale. Ce soutien politique affiché à un président « moderne », « ni de droite, ni de gauche », lui permet en tout cas de se distinguer de « certains de [ses] copains ringards, de droite classique et finalement un peu réacs ou au moins fermés sur eux-mêmes », avec qui il aurait « pris quelques distances et pas que sur le plan politique », à l'instar de l'un de ses associés au cabinet ou encore de certains de ses anciens voisins du 17^{ème} arrondissement de Paris.

Ainsi, du point de vue des citoyens, la politique constitue bien un domaine au cœur de luttes de classement, le positionnement des uns par rapport aux autres permettant de mettre en avant de (petites ?) différences symboliques, autorisant à se spécifier au sein d'un groupe comme l'illustre cet extrait du dernier entretien avec Simon : « Est-ce que tu en connais beaucoup des avocats d'affaires très reconnus comme moi qui veulent se barrer du Parc Monceau pour aller dans le 18^{ème} ? Qui sont mariés avec une socialiste de père en fils et dont l'un des meilleurs copains est homo ? Qui votent Macron et ont même failli voter Hidalgo ?

Parmi mes copains, toutes les consœurs [avocats] que je connais, je suis le seul... c'est l'avenir de s'ouvrir un peu, de renouveler les perspectives. Un jour ils comprendront aussi, et je m'adapterai (sourire). C'est tellement triste sinon... ». Comme si, dans cette bourgeoisie parisienne, revendiquer un positionnement politique non figé et à gauche permettait finalement d'endosser une position d'avant-garde.

Lorenzo Barrault-Stella (CNRS, CRESPPA-CSU)

Ouverture #3

Le poids des entourages : socialisation et sociabilité.

Simon se présente comme un électeur « switcher », un de ceux qui auraient abandonné leur famille politique d'origine pour une autre, en l'occurrence la droite pour la gauche. En votant pour Emmanuel Macron, « un banquier de gauche », il aurait ainsi renoncé à un choix politique « naturel », celui de la droite à laquelle il est attaché, pour qui il a toujours voté, vote et votera à l'occasion. Comment comprendre et expliquer, ce que Simon lui-même nous décrit comme une forme de transgression ? Ce qui marque le récit de sa conversion, c'est bien le poids discret des entourages et de la manière dont ils travaillent les choix politiques tout au long de la vie.

Paul Lazarfeld et son équipe de l'université de Columbia (1) ont dès les années 1940 aux États-Unis souligné le poids de l'environnement social sur la formation des préférences électorales : appartenances de classes, religion et lieu d'habitation se combinant pour construire un indicateur de prédispositions politiques qui reflète les préférences transmises et l'insertion dans des groupes de pairs influents. Si l'on n'a pu reprocher à l'école de Columbia le caractère déterministe de ces analyses, elle a pourtant l'intérêt de souligner le double poids de la socialisation, comme apprentissage et comme sociabilité.

Dans la France contemporaine, les travaux comme ceux d'Annick Percheron (2) ont ainsi montré le poids de la socialisation dans la transmission des préférences politiques. La famille demeure un lieu privilégié de formation des goûts et des dégoûts politiques. Cela ne signifie pas que ceux-ci se reproduisent toujours à l'identique. Parce que les trajectoires de mobilité (verticales et horizontales) influent sur la grille de lecture politique du social (3). Les habitus électoraux peuvent eux aussi être clivés manifestant des socialisations contradictoires et des ancrages politiquement hétérogènes.

Mais la socialisation ne se réduit pas à l'enfance et aux effets ultérieurs de la mobilité sociale : elle reflète aussi l'insertion dans des réseaux de sociabilité qui (re)façonnent continuellement les préférences, par exemple en rappelant les normes propres aux groupes et en filtrant les informations sur la politique et le jugement sur les politiques (5). Les voisins, les collègues, les amis et bien sûr le couple (6), constituent autant d'espaces de sociabilité qui accompagnent les évolutions des trajectoires sociales et au sein desquels s'ajustent les choix politiques. Le cas de Simon, inscrit à la fois dans un milieu professionnel libéral et dans un réseau amical de gauche (comme son épouse qui vote socialiste), manifeste bien cela. Si son vote Macron reflète en partie les aspirations à la modernité libérale d'une fraction de la bourgeoisie économique (sur ce point voir le portrait n°1 d'Anne-Sophie et Louis), il ne se

réduit pas à cela. La tension qui découle de ses ancrages dissonants trouve en effet sans doute dans la candidature d'E. Macron (qui se présente comme « en même temps » de droite et de gauche) une opportunité pour (ré)concilier ces influences contradictoires.

Bibliographie :

- 1) P. Lazarsfeld, B. Berelson, H. Gaudet, *The People's choice : How the Voter Makes Up his Mind During a Presidential Campaign*, 1944.
- 2) Percheron, Annick. *L'univers politique des enfants*. Presses de Sciences Po, 1974
- 3) Eric Agrikoliansky, Julien Fretel, Brigitte Le Grignou, Sabine Rozier, Anne-France Taiclet. « “Je me sens devenir de droite” ». Trajectoires sociales et itinéraires électoraux » in SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, PUR, 2016.
- 4) Baloge, Martin, et Marie-Ange Grégory. « Le vote à l'épreuve du couple », *Travail, genre et sociétés*, vol. 40, no. 2, 2018, pp. 69-84. Sympa pour eux ☺
- 5) Alan S. Zuckerman, *The social Logic of Politics. Personnel Networks as Contexts for Political Behavior*, Philadelphia, Temple University Press, 2005

Pour aller plus loin :

- Lorenzo Barrault-Stella, Cédric Huguée, « Maîtriser l'école, instrumentaliser l'État ? Les rapports à l'école et aux institutions publiques dans les classes supérieures », *Politix*, n°130, 2020, p. 103-135.
- Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.
- Muxel, Anne. *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*. Presses de Sciences Po, 2014.